

**CONSEIL GENERAL  
OULENS-SOUS-ECHALLENS  
PROCES-VERBAL DU 21.03.2022**

Monsieur Laurent CLAVEL, Président, déclare la séance du lundi 21.03.2022 ouverte à 20h10.  
Il désigne deux scrutateurs : Madame Corinne Gonin et Monsieur Pierre-Louis Meylan.

\*\*\*\*\*

**Opérations préliminaires:**

- I. Assermentation des nouveaux membres
- II. Appel
- III. Approbation du procès-verbal de la séance du 6 décembre 2021
- IV. Communication
  - a) Lettres et pétitions qui sont parvenues au président depuis la séance précédente
  - b) Communications de la Municipalité

\*\*\*\*\*

**Ordre du jour:**

1. **Préavis municipal no 8/2021-2026 relatif à la modification du Règlement sur la zone réservée communale**
  - 1.1 Rapport de la Municipalité
  - 1.2 Rapport de la Commission en charge du dossier
  - 1.3 Questions / discussion / approbation
2. **Préavis municipal no 9/2021-2026 relatif à la demande de crédit pour la création d'un toit sur les locaux de la déchetterie « En Fossard »**
  - 2.1 Rapport de la Municipalité
  - 2.2 Rapport de la Commission en charge du dossier
  - 2.3 Rapport de la Commission des finances
  - 2.4 Questions / discussion / approbation
3. **Préavis municipal no 10/2021-2026 relatif à la demande de crédit pour la remise en état et l'entretien de l'orgue dans l'église**
  - 3.1 Rapport de la Municipalité
  - 3.2 Rapport de la Commission en charge du dossier
  - 3.3 Rapport de la Commission des finances
  - 3.4 Questions / discussion / approbation
4. **Nomination d'un deuxième délégué du CG auprès de l'EFAJE**
5. **Point La Vernette**
6. **Interpellation**
7. **Questions à la Municipalité**
8. **Propositions individuelles et divers**
9. **Verrée organisée par la Municipalité**

## I. Assermentation des nouveaux membres

## II. Appel

52 membres du Conseil sont présents sur 63 assermentés. 5 Municipaux sont présents.

## III. Approbation du procès-verbal de la séance du 04.10.2021

Modification à apporter au procès-verbal :

Pages 2 et 6 : correction : nom Gervais

2 abstentions

Procès-verbal accepté à la majorité.

## IV. Communications

M. Laurent CLAVEL parcourt différents articles de la Nouvelle loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) et ses conséquences pour les communes :

**Des règles visant à assurer la transparence du financement de la vie politique, quelques modifications:**

**Limitation du droit de consulter le registre du corps électoral**, protection des données personnelles des électeurs

**Renforcement de l'implication de l'administration communale dans l'organisation du dépouillement**

Le bureau électoral garde la direction des opérations tout en bénéficiant des compétences techniques et logistiques de l'administration communale.

**Prise en compte du vote blanc** : les bulletins blancs seront désormais considérés comme des bulletins valables lors des votations cantonales et communales (mais pas lors des votations fédérales).

**Elections dans les communes à Conseil général** : la nouvelle loi supprime le régime spécial qui prévalait dans les communes dotées d'un conseil général où l'élection de la Municipalité, puis du ou de la syndique, avait lieu en quatre tours sur un seul jour. Ces élections se dérouleront désormais selon le régime applicable dans les communes à Conseil communal, où les deux tours de l'élection de la Municipalité et de l'élection du syndic ont lieu à des dates distinctes.

**Exclusion des absentéistes dans les Conseils généraux** : le Grand Conseil a également adopté une modification de la loi sur les communes. Un membre du Conseil général qui manque deux séances consécutives dudit Conseil sans juste motif sera désormais réputé démissionnaire.

M. Nicolas CROCE

Rappel des horaires de l'administration communale

Greffé :	Lundi de 8h à 12h et sur rendez-vous
Contrôle des habitants :	Mardi de 7h30 à 11h30, jeudi de 17h à 19h
Municipaux :	Sur rendez-vous

M. Daniel BADOUX

Présentation au Conseil général du 07.12.2020 – Préavis 41/2016-2021 - Situations des points lumineux au 21 mars 2022

Passage à une technologie LED pour l'ensemble du parc de luminaires, afin de réduire la consommation d'énergie. Ils seront tous équipés de modules de commande, afin de diminuer la pollution lumineuse en heures creuses.

Mise aux normes de l'éclairage des passages piétons du village, afin de contribuer à la sécurité des habitants.

**Résultats au 21.03.2022**

Armoire d'alim.	Total	Inchangé	Nouveau	Remplacé	Modifié	<i><b>Passages</b></i>
Rte Bettens	24	2	0	7	15	2
Rte du Centre	28	2	8	18	0	7
Rte Eclépens	32	0	1	26	5	5
Rte Bavois	21	0	1	20	0	2
Rte Eclagnens	12	0	0	12	0	0
Ch. Riaz	9	6	0	3	0	0
<b>Totaux</b>	<b>126</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>86</b>	<b>20</b>	<b>16</b>

Le projet accepté par le Conseil général portait sur 126 points lumineux. Diverses optimisations ont été faites pour les passages piétons et pour l'éclairage de la cour du collège, sans modification du nombre total des lampes.

**Suivi financier**

Rappel des préavis adoptés :

2021 Renouvellement points lumineux : CHF 160'000.-

2018 Réaménagement cour collège : CHF 16'000.-

Résumé des coûts :

2021 Renouvellement points lumineux : CHF 162'317.20

2021 Réaménagement cour collège : CHF 5'610.-

Le projet d'éclairage de la cour portait sur deux nouveaux mâts, avec l'alimentation. La réalisation a été faite avec quatre lampes, placées sur les mâts existants de l'éclairage public, sans nouveaux câbles d'alimentation.

**Conclusions**

Le renouvellement des points lumineux est terminé. La mise au point du système est en cours, les problèmes initiaux rencontrés se résorbent progressivement. Une analyse de la consommation est en cours, afin de permettre d'estimer les économies d'énergie. La diminution de la pollution lumineuse est bien réelle.

Mme Marie CUENOD

Fresque de l'école «Fables de la Fontaine» de M. Charles Clément

Demande de Mme L. Clavel Raemy à la Municipalité de retrouver la fresque de M. Charles Clément qui était dans l'école.

La Municipalité entame des recherches: archives et téléphones.

Découvertes:

Facture d'achat CHF 5'000.- (1962).

Lettre de l'Etat confirmant une participation financière pour la restauration (1997).

Devis de restauration (1997).

La Commune n'a jamais donné suite aux relances du restaurateur entre 1997 et 1999.

La toile est retrouvée chez M. Favre Bulle, restaurateur (2022).

Négociation et accord pour non-paiement des années de stockage de l'œuvre: ok (CHF 100.- mensuel).

L'atelier de restauration actuel ferme ses portes en mars et doit vider ses locaux.

La toile est de valeur, appartient au village, ne peut être donnée.

Décision de la Municipalité de valider le devis (CHF 4'500.-) qui comprend le déplacement de la peinture dans le nouvel atelier, une analyse des possibles et l'établissement d'une offre pour la restauration.

Selon l'offre, un préavis au CG sera préparé.

M. Jean-Marc MATHYS

Réseau routier

Zones 30

Pour les quatre zones en examen, les comptages véhicules et vitesse ont été effectués en janvier dernier sous la responsabilité de la DGMR.

Prochaine étape : suite à une inspection locale de la sous-commission des limitations de vitesse dans le village et au rapport d'expertise qui s'en suivra.

Ce dernier sera examiné par la Commission consultative de circulation qui nous communiquera ses déterminations à l'issue de sa prochaine séance.

Zone 30 de nuit

La Municipalité a demandé une offre de prestation pour l'étude du bruit relative à l'ensemble de la Commune.

Route de Bavois

Comme vous l'avez certainement remarqué, la Municipalité a soumis à l'enquête publique le projet d'aménagements routiers avec modération de la RC 303 à la route de Bavois. Il peut être consulté au greffe municipal jusqu'au 21 avril.

Chantier

Un élargissement du trottoir à hauteur de l'arrêt de bus va être prochainement entrepris à la route de Bettens, côté château.

Le chantier devrait débuter le 19 avril et devrait durer semaine.

### Collecte et le recyclage des flaconnages

Est considéré comme flaconnage (corps creux) toute bouteille ou tube en plastique avec bouchon et sans étiquette de toxicité. **Cette filière demande un effort de tri irréprochable de la part des citoyens.**

**De plus, plusieurs éléments sont à prendre en considération :**

Le meilleur déchet est celui qui n'est pas produit ! Sensibiliser la population à changer leurs habitudes de consommation reste prioritaire.

Le retour des flaconnages dans les commerces apporte une solution plus simple et plus économique pour la Commune.

Nous rappelons que l'incinération d'une tonne de flaconnage est l'équivalent de 600 litres de mazout pour la production d'électricité et de chauffage, et cette revalorisation reste une option valable.

Prendre en considération les coûts, y compris le manque de rétrocession de la taxe au sac à la quantité de sacs taxés devrait baisser d'environ 1 sac de 35 litres/personne et représenterait pour la Commune des frais annuels d'environ CHF 1000.- (env. CHF 2.- par habitant) **qui se reporteraient sur la taxe forfaitaire actuellement de CHF 90.-/an.**

### **Conclusion**

La Municipalité renonce pour l'instant à la collecte de flaconnage et s'engage à réévaluer la situation régulièrement.

N'oublions pas que le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas.

M. Sylvain CONSTANTIN

### Quartier de la Riaz – Protection contre le ruissellement

Le 14 juin 2021, lors de la séance du Conseil général, le préavis 47/2016-2021 est présenté et accepté. Une mention indique une éventuelle possibilité de subvention par l'ECA de 50%.

L'ECA avait annoncé que le projet présenté semblait tout à fait admissible à une subvention, puisqu'il protégeait l'ensemble des propriétaires en aval du chemin et qu'il était d'un rapport prix-prestations suffisamment intéressant.

De plus, toujours selon l'ECA, aucune subvention cantonale ne pouvait être donnée à une commune. L'étude détaillée avait donc été faite pour préparer le préavis au Conseil général.

Toutefois, avant son acceptation formelle, l'ECA a consulté le Canton. Un préavis négatif a été donné par le Service de l'environnement, puisque le problème du ruissellement de la zone agricole n'est pas traité en zone agricole et que des événements à 100 ans ne sont pas couverts. Contrairement aux premières informations données, l'ECA a donc décidé de se retirer du dossier puisque le Canton a créé entre-temps une possibilité de subvention aux communes pour les travaux de protection contre le ruissellement et que son avis devient donc prépondérant.

Pour satisfaire aux exigences du Canton, la Municipalité décide de ne pas donner suite au préavis cité précédemment et d'étudier un nouveau projet qui serait admissible pour respecter les critères et obtenir une subvention cantonale. Elle a donc mandaté la société Willi pour effectuer une ébauche de solution qui serait acceptable et nous avons actuellement un préavis favorable du Canton.

Une estimation des coûts a été sollicitée pour avancer dans cette voie et un préavis sera présenté pour obtenir un crédit d'étude, probablement lors de la séance du Conseil général du mois d'octobre de cette année.

**Ordre du jour****1. Préavis municipal No. 8/2021-2026 - Modification du Règlement sur la zone réservée communale**

La commission est composée de Mme Valérie Constantin et MM. Jean-Luc Becherraz, Joseph Sinopoli et Luca Ceresa.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil général,

Les membres de la commission chargée d'étudier le dossier se sont réunis le vendredi 4 mars 2022 avec le syndic, M. Nicolas Croce, municipal en charge du dossier.

M. Croce nous a bien expliqué la justification de cette demande de prolongation de 3 ans de la zone réservée communale, prolongation qui permettra à la Municipalité de finaliser les travaux en cours depuis 5 ans sur le nouveau plan d'affectation avec le redimensionnement de la zone à bâtir.

La Commission a aussi pris connaissance du Rapport d'Aménagement du Préavis Préliminaire du canton et du résultat de la mise à l'enquête publique (du 15 janvier 2022 au 14 février 2022) où il n'y a eu aucune question, remarque ou opposition.

Fort de ces points, la commission propose au Conseil général d'accepter le préavis N°8/2021-2026 relatif à la modification du règlement sur la zone réservée communale en ajoutant un article n° 5 au Règlement de la zone réservée communale qui précise que, « conformément à l'article 46 LATC, la zone réservée est prolongée de 3 ans et qu'elle s'applique jusqu'au 17 mai 2025 ».

Pour la Commission,

Luca Ceresa                  Jean-Luc Becherraz                  Joseph Sinopoli                  Valérie Constantin

Vote sur le préavis no 8 :

Avis contraire : 1

Abstention : 4

Préavis accepté à l'unanimité

**2. Préavis municipal No. 9/2021-2026 - Demande de crédit pour la création d'un toit sur les locaux de la déchetterie En Fossard**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

La Commission des finances (Cofin), composée de Mesdames Françoise Grenier et Carine Joly et Messieurs Laurent Spahr et Olivier Jeannaud, s'est réunie le 15 mars 2022 afin de prendre connaissance et étudier le préavis relatif à la demande de crédit pour la création d'un toit sur les locaux de la déchetterie « En Fossard ».

Monsieur Nicolas Croce, syndic, nous a présenté les documents et informations nécessaires à l'établissement de notre rapport.

La Cofin relève les points suivants :

- Pour ces travaux, la Municipalité a demandé et reçu trois offres.
- La charge annuelle de l'amortissement lié à ce crédit est incluse dans le budget 2022.
- Ces travaux n'auront pas d'incidence sur le montant de la taxe déchets.
- Le niveau actuel de la trésorerie permet le financement de ces travaux.

À l'examen de ce qui précède, la Cofin remercie Monsieur Nicolas Croce pour sa disponibilité et propose au Conseil général d'approuver le préavis municipal n°9/2021-2026 tel que présenté.

Pour la Commission des finances :

Françoise Grenier

Olivier Jeannaud

Carine Joly

Laurent Spahr

Vote sur le préavis no 9 :

Avis contraire : 0

Abstentions : 0

Préavis accepté à l'unanimité

### **3. Préavis municipal No. 10/2021-2026 - Demande de crédit pour la remise en état et l'entretien de l'orgue dans l'église**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

La Commission des finances (Cofin), composée de Mesdames Françoise Grenier et Carine Joly et Messieurs Laurent Spahr et Olivier Jeannaud, s'est réunie le 15 mars 2022 afin de prendre connaissance et étudier le préavis relatif à la demande de crédit pour la remise en état et l'entretien de l'orgue dans l'église.

Monsieur Nicolas Croce, syndic, nous a présenté les documents et informations nécessaires à l'établissement de notre rapport.

La Cofin relève les points suivants :

- Pour ces travaux, la Municipalité n'a demandé et reçu qu'une seule offre, seules quelques entreprises étant capables de les réaliser en Suisse.
- Le niveau actuel de la trésorerie permet le financement de ces travaux.
- L'amortissement de cette dépense par prélèvement sur le fond « Réserve pour investissements futurs » est adapté à la situation.

À l'examen de ce qui précède, la Cofin remercie Monsieur Nicolas Croce pour sa disponibilité et propose au Conseil général d'approuver le préavis municipal n°10/2021-2026 tel que présenté.

Pour la Commission des finances :

Françoise Grenier

Olivier Jeannaud

Carine Joly

Laurent Spahr

Vote sur le préavis no 10 :

Avis contraire : 0

Abstention : 2

Préavis accepté à l'unanimité

### **4. Nomination d'un deuxième délégué du CG auprès de l'EFAJE**

Suppléant pour l'EFAJ : Madame Hélène Richard.

### **5. Point La Vernette**

Pas de nouveaux éléments.

Traitement des oppositions toujours en cours au Canton.

## 6. Interpellation

M. Philippe ROULIN

Panneaux photovoltaïques et cadeau à l'ASET, le CG devant le fait accompli

En 2020, la Municipalité a décidé de faire installer des panneaux photovoltaïques sur le toit de la station d'épuration; cela a coûté CHF 33'000.-.

Cette décision pose certaines questions, d'où mon interpellation.

Pour financer l'investissement, la Municipalité a prélevé les CHF 33'000.- sur les liquidités du SIEGEO (Service intercommunal d'épuration des eaux usées d'Eclagnens). Ces liquidités viennent de l'encaissement des taxes d'épuration, de nos impôts, d'indemnités d'assurance dépassant le coût de réparations des dommages subis et autres recettes liées à l'activité de la station.

Elles doivent être employées, sur décision du Conseil administratif du SIEGEO, pour couvrir les charges de fonctionnement, d'entretien, voire de rénovation de la station d'épuration.

Au bilan des comptes du SIEGEO ne figure pas un poste de réserve pour nouveaux investissements. Une utilisation des fonds du SIEGEO pour des panneaux photovoltaïques relève donc des compétences du CG comme l'exige l'art. 1 O de la convention SIEGEO et l'art. 55 du RCG.

Dans le cas particulier, la Municipalité a ignoré la réglementation et mis le CG devant le fait accompli.

La Municipalité a aussi décidé de procéder à l'amortissement immédiat de l'investissement.

Cela signifie que lorsque l'ASET reprendra notre station d'épuration et ses panneaux photovoltaïques, comme prévu, à leur valeur résiduelle au bilan, c'est à dire 0.-, dans 3 à 4 ans, nous ferons une perte de plusieurs milliers de francs et l'ASET économisera 4'200.- d'électricité par an (voir pv no 2, p.5), sans bourse délier. Un beau cadeau !

Nous n'avons aucune raison, quel que soit son montant, de faire un cadeau à l'ASET.

C'est pourquoi je demande que le total des coûts de l'investissement « panneaux photovoltaïques », y compris les éventuels travaux effectués dans ce cadre par le personnel communal, soit activé au bilan du compte SIEGEO et que l'amortissement soit calculé sur 15 ans à partir du 1er janvier 2022.

Suite à la lecture de cette interpellation par Laurent CLAVEL, la question est posée aux membres présents pour savoir si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins. L'assemblée confirme à main levée et l'interpellation sera développée lors de la prochaine séance.

## 7. Questions à la Municipalité

Question de M. Pierre-Louis MEYLAN :

Est-il possible de publier les horaires et quantités de lumière de l'éclairage public?

Réponse de M. Daniel BADOUX :

Les horaires sont partout pareils : l'allumage se fait à la tombée du jour jusqu'à 23h00

De 23h00 jusqu'à 5h30 éclairage sur détecteur

Allumage de 5h30 à 6h29 (levée du jour)

La puissance de l'éclairage est variable selon les zones.

Question de Mme Monique GERVAIX :

Elle remercie les personnes qui ont participé à la journée de la forêt.

Elle demande s'il serait possible de déplacer le panneau interdiction de circuler pour plus d'accessibilité à la forêt.

Réponse de M. Jean-Marc MATHYS :

Il s'agit d'une mise à ban. Déplacer le panneau serait très compliqué. Une demande de mise à l'enquête doit être faite et nous aurons des gros problèmes avec les responsables de la forêt au niveau du Canton.

Réponse de M. Philippe ROULIN :

Il nous rappelle que, même sans panneau, les forêts sont interdites à la circulation.

Question de Mme Marlyse ROULIN :

Existe-il une liste d'abris PC où les gens doivent aller en cas de fuite radioactive ?

Réponse de M. Nicolas CROCE :

Il nous informe que, sur le site de la Commune, il y a les recommandations de l'ORPC. Chacun a une place prévue et recevra en temps voulu l'endroit où il doit aller.

Question de Mme Lucy CLAVEL RAEMY :

Elle remercie la Municipalité pour la journée en forêt.

Est-ce que la Municipalité à l'intention de demander aux Services d'archéologie d'ouvrir les tumulis (ou tumulus) pour voir ce qu'il y a à l'intérieur ?

Réponse de M. Nicolas CROCE :

Après discussion avec M. Philippe ROULIN qui entretient et qui reste très actif dans la protection de ce site, nous n'allons pas entreprendre quelque chose dans l'immédiat.

Question de Mme Lucy CLAVEL RAEMY :

Quand est-il de la remise en ordre des archives dans la Commune ?

Réponse de M. Nicolas CROCE :

Le projet d'archivage est terminé. Une entreprise est venue pour refaire nos archives selon le plan de classement cantonal.

Question de M. Didier CHAPPUIS :

Est-ce possible d'ajouter, sur le panneau d'interdiction aux camions qui se trouve sur la route du Dîme et la route du Borget, Bordiers autorisés (ou trafic agricole), afin d'y circuler avec le tracteur ?

Réponse de M. Jean-Marc MATHYS :

Le nécessaire sera fait.

Question de Mme Elisabeth CHAPPUIS :

Est-ce que le petit chemin au bord de la route qui mène aux Bucleys (Route de Bavois direction refuge appartient à la Commune ou à l'Etat ? Il serait bien de le remettre en ordre, il est dangereux d'y marcher dans l'état actuel.

Réponse de M. Jean-Marc MATHYS :

Le nécessaire sera fait pour avoir le passage en ordre.

## **8. Propositions individuelles et divers**

Intervention de M. Philippe ROULIN :

Il rappelle qu'une demande a été faite, il y a quelques années, pour qu'un trottoir puisse être fait depuis la sortie côté Bettens jusqu'au chemin qui mène au stand de tir et propose d'étudier cela à nouveau.

Intervention de M. Pierre-Louis MEYLAN :

Il se dit très satisfait de l'amélioration de la manière d'entrer sur le site internet de la Commune.

## 9. Verrée organisée par la Municipalité

### Dates des Conseils 2022

- 13.06.2022, Rapport Gestion
- 03.10.2022, Arrêté d'imposition 2023
- 05.12.2022, Budget 2023

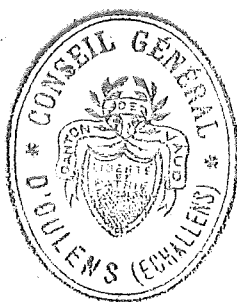
Le président clôt la séance à 21h42.

-----

Verrée organisée par la Municipalité

Le Président :

Laurent CLAVEL



La Secrétaire :

Cindy CLAVEL